

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
93003 Bobigny Cédex

Bobigny, le 17 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



S.A.S THOMET TRAITEMENTS THERMIQUES

64 RUE EDOUARD VAILLANT
93170 BAGNOLET

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement S.A.S THOMET TRAITEMENTS THERMIQUES implanté 64 RUE EDOUARD VAILLANT 93170 BAGNOLET. L'inspection a été annoncée le 04/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- S.A.S THOMET TRAITEMENTS THERMIQUES
- 64 RUE EDOUARD VAILLANT 93170 BAGNOLET
- Code AIOT dans GUN : 0007405805
- Régime : -
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le 21 décembre 1994, la société THOMET a déclaré prendre la succession des activités de la société SPTMFC (Société Parisienne de Traitement des Métaux François Costerg) qui avait été autorisée par arrêté préfectoral du 27 février 1990 (R 1111-1-b (A) ; 2562-1 (A) ; 1136-A-2c (D) ; 2561 (D) ; 2565-2-b (D).)

Le site se trouve à proximité immédiate d'un immeuble d'habitation et d'activités tertiaires.

Par courrier du 12 février 2013, Maître JEANNE, Mandataire Judiciaire, informe M. le Préfet de la liquidation judiciaire le 24 janvier 2013 de la société par le Tribunal de Commerce de Bobigny et sa désignation en qualité de Mandataire Judiciaire.

À la suite de sa visite du site, le 12 juin 2013, l'Inspection des Installations Classées constatant qu'il

n'est pas mis en sécurité, un arrêté préfectoral de mise en demeure est pris le 11 juillet 2013 à l'encontre de la société THOMET, représentée par le liquidateur.

Suite à une nouvelle visite sur site le 27 mars 2014, et constatant que l'arrêté de mise en demeure n'est pas respecté, un arrêté préfectoral de consignation de 14 260 € TTC est pris le 24 septembre 2014.

La visite d'inspection du 08/04/2016 montre que des produits toxiques ou dangereux sont toujours présents. Ils sont conditionnés dans des fûts métalliques non étanches, voire fissurés, entreposés sur palette, ou rétention. Cependant, les fûts sont entreposés dans des locaux à l'abri et le site est fermé et gardienné, ce qui les rend peu accessibles. Ces éléments montrent que les conditions de stockage sur le site sont préoccupantes mais ne justifient en l'état pas à l'époque une intervention prioritaire de l'ADEME.

Par courrier des 30/05 et 3/06/16, le liquidateur et la mairie sont informés de la situation.

Le bureau de l'environnement a informé l'Inspection le 9/02/2018 que, suite à l'AP de consignation, le titre a été comptabilisé en Non Valeur le 08/07/2016 et que les sommes n'ont pas été consignées, la liquidation judiciaire étant impécunieuse. Par ailleurs, l'Inspection est informée le 17/07/2019 que concernant le paiement du titre de perception n°IDF1 14 2600077140, la somme de 15 686 euros n'a pas été recouvrée par la DDFIP93. Il est précisé que le montant de ce titre a été mis en non valeur, de ce fait le comptable public ne procédera plus à son recouvrement.

À la suite du rapport de l'inspection du 9/02/2018, constatant l'apparition de trous dans le toit lors de la visite ce même jour, le préfet a écrit au liquidateur et aux propriétaires le 26/02/2018.

Le maire a pris un arrêté d'évacuation et de sécurisation de l'immeuble, en date du 9 octobre 2020. Le 13 novembre 2020, la préfecture a informé l'Inspection que l'évacuation des occupants sans titre du site a été mise en œuvre, avec le concours de l'État, et que la mairie a mis en place à sa demande un gardiennage pour éviter toute nouvelle intrusion.

Suite à sa visite du site du 2/10/2019 avec l'Inspection, l'ADEME a transmis le 17/09/2020 à la préfecture et à la DRIEE, le rapport RCTF (Restitution des Conditions Techniques et Financières) concernant son intervention à venir pour un montant inférieur à 150 000 euros.

Compte tenu de la défaillance de l'exploitant (représenté par son mandataire liquidateur), et de la présence de déchets dangereux sur site, l'Inspection a transmis un rapport au préfet le 27 novembre 2020 proposant deux arrêtés préfectoraux (travaux d'office et occupation des sols) pour que l'ADEME intervienne aux fins de mise en sécurité du site.

L'AP TO a été pris en date du 20 janvier 2021 et l'AP OS en date du 10 février 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées

- les observations éventuelles
- le type de suites proposées (voir ci-dessous)
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Enlèvement des déchets et sécurisation	AP Complémentaire du 20/01/2021, article Article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mission de l'ADEME concernant l'enlèvement des déchets dangereux et la sécurisation du site comme demandé par l'AP TO du 20 janvier 2021 a été réalisée. L'ADEME va rédiger un compte rendu faisant le bilan des opérations qui ont été menées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Enlèvement des déchets et sécurisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/01/2021, article Article 2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets dangereux
Prescription contrôlée : Il est procédé aux diagnostics, caractérisations et à l'exécution des travaux nécessaires à la mise en sécurité du site THOMET, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement. Les mesures de mise en sécurité comprendront notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'évacuation des déchets dangereux de traitement de surface issus des anciennes activités de la société THOMET ;• le curage des réseaux et des sols ;• la sécurisation des accès. Préalablement aux interventions de l'ADEME, le site devra être évacué de tous les occupants et de tout objet encombrant (hors du périmètre défini ci-dessus) susceptible d'entraver la réalisation de ces mesures de mise en sécurité (notamment les véhicules).
Constats : L'Inspection a constaté que le site est sécurisé : présence de porte anti-intrusion à l'entrée du site et au niveau de l'entrée des ateliers dans la cour. Toutes les ouvertures sont murées sauf celles qui venaient d'être ouvertes pour permettre l'enlèvement sur deux jours des déchets. Un gardien était présent lors des enlèvements. Il était prévu que les ouvertures soit rebouchées par des parpaings, y compris le portail d'entrée. Les déchets qui étaient présents dans les bidons, sur palettes et sur rétentions à l'intérieur ne sont plus présents. De même pour les grands récipients vrac (GRV) dans la cour. La société Serpol (représentée par Mr COLIN) a précisé à l'équipe d'Inspection (arrivée dans l'après-midi) que le 4 et le 5 mai matin, les derniers déchets ont été envoyés chez les sociétés SARPI (qui est intervenue le 4 et a notamment récupéré les boues de curages des sols, le liquide basique d'une fosse, les boues de curages, les acides chromiques) et TREDI (qui est intervenu le 5 matin et a notamment récupéré les déchets cyanurés) spécialisés dans le stockage et le traitement des déchets dangereux et que les opérations étaient achevées depuis la matinée du 5. Monsieur COLIN a montré où les réseaux ont été curés, les fosses enterrées vidangées et la cuve de fioul du sous-sol vidée. Lors des opérations qui ont eu lieu en deux phases du 25/11/21 au 13/12/21 puis du 25/04/22 au 05/05/22, Serpol a notamment enlevé 4,7 t de déchets cyanurés qui ont été reconditionnés et évacués au centre de TREDI à Saint Vulbas pour incinération. Les sécurisations du site ont également été constatées (enlèvements des poutres branlantes, sécurisation de la charpente par des étais, identification des zones dangereuses par de la peinture haute visibilité ou des grillages). Il y a par ailleurs un balisage des zones amiantées (rubans blanc-rouge AMIANTE qui identifient les zones à risque) et des zones à risque d'effondrement (rubans blanc-rouges qui matérialisent la zone à risque). Les irrégularités au sol, les obstacles et les éléments de plafond ou de porte bas présentant un risque de choc sont signalés en peinture orange fluo. L'ADEME a informé l'Inspection de sa venue sur site le 6 mai pour constater la réalisation des travaux menés par SERPOL qu'elle a mandatée dans le cadre de l'AP TO. Par mél du 12 mai 2022 à l'Inspection elle a indiqué que la réception des travaux a été émise sans réserve, que les accès au site sont sécurisés et que les murs en parpaing ont été remis à l'identique de ceux qu'avaient réalisés la mairie avant l'intervention de l'ADEME. L'Agence est en attente du retour des centres ayant réceptionné les déchets pour l'obtention des couts et tonnages finaux de chaque type de déchets. Elle produira son CRIT (compte rendu d'intervention terminée) après réception du rapport de fin de travaux de l'entreprise SERPOL.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet